

A RADICALISATION

JUSTICE

que  
comprendre

ées sur le terrain et c'est M. ni, de l'association Association en interculturel familial et so- qui interviendra sur le sujet de 0 à 11h30.

enneté, égalité, lutte contre les iminations, l'association Boud des potes interviendra sur jet dès 11h45 après un temps nanges avec la salle. Reprise onférences à 14 heures Avec mologue Cyrille Moreno qui ra de l'Islam, « des sources aux es contemporains ».

heures seront évoqués les pros- de radicalisation, phénomènes ires et problématique spéci- e de l'emprise mentale, avec mélineau de l'association Info s Aquitaine et Fouad Saanadi, taire général adjoint du centre ions et de prévention contre dicalisation liée à l'Islamisme RI).

ournée pour donner « des » dont les élus et personnes illant au contact du public ont ent besoin.

■ A. Casses

res  
0,50 € !

de.fr  
année encore, 8000 livres et CD proposés à la vente, de tous genres ur tous les âges: romans, poés- ssais, théâtre, livres d'histoire, de raphie, de voyage, d'art, de pho- phie, bandes dessinées, albums, s, musique classique, rock, etc. ix unitaire est fixé à 1€ et à 5, le bre de documents achetés par onne.

énéfices de cette vente seront tés à l'achat d'ouvrages en français des institutions avec lesquelles le eil départemental de la Gironde tient un partenariat étroit, dans dre de la mission de coopération nationale.

ibliothèques publiques et scolaires urkina Faso, Roumanie, Serbie, uie et du Vietnam ont déjà pu énéficier.

2016, cette opération sera recon- e en élargissant les bénéficiaires coles de Foundiougne et de Boun- g, au Sénégal.

EN GIRONDE

# Les agents du Spip en colère

**SPIP: comme service pénitentiaire d'insertion ou de probation.**

**Les agents assurent le suivi des personnes tout juste condamnées par la Justice mais aussi de celles qui sortent de prison. À Libourne comme partout en France, ils demandent plus de moyens humains et financiers.**

Armelle CASSES



L'antenne Libournaise du SPIP de la Gironde, situé au carrefour des rues Fonneuve et des chais affiche son mécontentement.

L'affichage a commencé jeudi dernier. Sur les messages scotchés aux vitres des locaux du Service pénitentiaire et d'insertion et de probation de Libourne, les agents ont inscrit ce qu'ils ressentent:

« Vous rentrez dans un espace oublié de son administration ». Les missions du SPIP sont peu connues du grand public, elles n'en sont pas moins importantes. Le rôle de ces conseillers est de suivre les personnes condamnées par la justice dans l'exécution de leurs peines. À Libourne, le SPIP intervient en milieu ouvert; À la fin d'une audience au tribunal, lorsque la personne est condamnée à de la prison avec sursis, à un sursis avec mise à l'épreuve, à un travail d'intérêt général, à l'obligation d'indemniser les victimes, à se soigner car sous le coup d'une addiction, c'est vers les conseillers du SPIP qu'elle est dirigée. Ces derniers, saisis par le Juge d'application des peines, vont veiller à ce que le condamné réponde aux obligations liées à sa peine. Et cela sur tout le ressort du Tribunal de Grande Instance de Libourne, à savoir le Libournais, le Pays Foyen et le Blayais. « Nous sommes au bout de la chaîne pénale » explique Marie-Ange Sauvaud, représentante syndicale CGT collectif insertion probation<sup>(1)</sup>. Elle comme ses neuf autres collègues suivent aussi ceux qui ont exécuté leur peine et qui sortent de prison, en conditionnelle ou

porteurs d'un bracelet électronique. Confrontés à des personnes compilant souvent plusieurs problématiques lourdes, ils sont aussi là pour assurer le suivi social de ce public qui n'a parfois qu'eux comme interlocuteurs.

## Rien pour le SPIP

Artisans de l'insertion, vigie de la prévention de la radicalisation (en prison ou à l'extérieur), les agents du SPIP, membres de l'administration pénitentiaires sont mobilisés depuis trois mois. Comme l'explique Marie-Ange Sauvaud, les dix conseillers de l'antenne de Libourne sont remontés, à l'image de leurs collègues en France, et demandent revalorisation salariale et statutaire et personnel en plus, même si à Libourne, explique Marie-Ange Sauvaud, ils ne sont pas « les plus mal lotis » avec cent personnes suivies par agent (alors que les règles européennes évoquent 60 personnes par agent). Dans le nouveau plan de lutte antiterrorisme (PLAT 2) présenté en décembre, les moyens de l'administration pénitentiaires sont renforcés: 1 100 emplois créés dont 950 de surveillants dans les prisons, 100 au sein des directions interrégionales et au sein de l'ENAP (école de l'administration pénitentiaire basée à Agen), augmentation du point d'indice, des primes... Mais rien pour les agents SPIP qui font

pourtant partie de la pénitentiaire. « C'est ce qui a mis le feu aux poudres » commente la déléguée syndicale. Ils se sentent « oubliés ». C'est d'ailleurs ce qu'ont noté sur les portes les agents qui trouvent à l'acronyme une autre signification. SPIP comme « Sanctionné, Piétiné, Ignoré et Pénalisé ».

Soumis au devoir de réserve, ils expriment tout de même leur mécontentement: en s'affichant, en boycottant le bureau d'exécution des peines, les permanences d'orientation pénale et en mettant en place des journées off tous les jeudis. Des actions qui ont le mérite d'être mises en avant mais qui ne vont pas bouleverser le fonctionnement de l'antenne libournaise car le statut particulier de ces agents ne les autorise pas à faire grève et ils doivent continuer à travailler car saisis sur ordre écrit. Ballottés entre le ministre de la Justice et Bercy, les agents du SPIP veulent cependant maintenir la pression, rester mobilisés et attendent des engagements suite à la rencontre prévue le 9 juin entre l'administration pénitentiaire et les organisations syndicales.

(1) Le mouvement est intersyndical: CGT, collectif insertion probation, SNEPAPIFSU (syndicat national de l'ensemble des personnels de l'administration pénitentiaire et la CFTD, Interco Justice).